

# LE DELEGUE 77

## Dans ce numéro :

Edito du Président	P1
Déroulement de la JOURNEE	2
Compte-rendu Atelier n°1	3-4
Atelier n°2	5
	6
Rapport d'ACTIVITE	7-8
Rapport de Trésorerie	9-10
Rapport Moral	11-12
Illustration 1er Mai	13
Renouvellement du 1/3 du CA—	14
RESOLUTION GENERALE	15
Affichette DDEN	11

## Les DDEN77 POUR LA REUSSITE GLOBALE DES ENFANTS ET DES ELEVES

Editorial: Merci aux congressistes et à toute l'équipe seine et marnaise de leur confiance



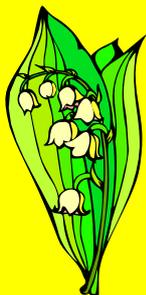
pour participer à la poursuite de notre œuvre militante!

La voie tracée reste contenue dans la démarche de la Charte Qualité Educative, programme à mettre dans les mains et les esprits des politiques de toutes obédiences, tant la réussite des jeunes doit être une réelle préoccupation et pas un slogan électoraliste!

Mais chacune et chacun d'entre nous doit en être persuadé et persuader les partenaires, les décideurs et l'ensemble des citoyens qui ne peuvent se désintéresser du processus d'éducation des générations présents et futures. Le simple aménagement des programmes sans l'agrégation des ressources et des compétences en qualité et nombre pourrait être plus démotivante que propre à réduire les difficultés et les

## ACTUALITÉ

- Congrès fédéral we 23-24 juin—l'Ud 77 a un délégué mandaté



Crédit photos AG: J Langlet

inégalités criantes!

Plus que jamais les délégués départementaux ont une mission laïque et forcément sociale à exercer: comptons sur nous—ensemble!

Avc mes amitiés dévouées..

Le Président départemental  
et de l'Union des DDEN77

## PREVISIONS

\*\*\*\*\*

## ASSEMBLEE GENERALE

2013

Les Collègues chellois  
sont motivés pour  
nous accueillir



## DÉROULEMENT D

À partir de 08h00	Arrivée du bureau—fléchage—banderole Installation de la salle et de la documentat	
08H30	ACCUEIL des congressistes par le Bureau Secrétariat—Trésorerie - Feuille de présence REMISE DES DOSSIERS	
09H15	OUVERTURE DES TRAVAUX : Allocution du Président Départemental - Présentation de la Journée et des candidats au CA	
09H30	<p style="text-align: center;"><b>Pour bien vivre une école de qualité</b></p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. <b>En matière de gestion des situations conflictuelles</b></li> <li>2. <b>L'accompagnement des élèves en situation de difficultés et de handicap</b></li> <li>3. <b>En matière de transports et déplacements</b></li> </ol>	Animation Et Rapporteurs
11h30 / 45	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Accueil des Personnalités</b></li> <li>• <b>RESTITUTION A L'ASSEMBLE PLENIERE des travaux.</b></li> <li>• <b>Analyse de l'enquête 2012 / 77</b></li> </ul>	Sous réserve fin saisie
12h15	Cocktail convivial BUFFET républicain et laïque ( sur place )	Présentation du projet Lycée par le Proviseur

## APRES-MIDI

14h30	Reprise entre les DDEN Résultat du renouvellement du 1/3 du C.A.	AG ordinaire UD DDEN77 :
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Compléments aux rapports : ACTIVITE—MORAL - TRESORERIE -</li> <li>• Synthèse des échanges de la matinée</li> <li>• Résultat des Votes sur les RAPPORTS</li> </ul>	Pierre WYLLEMAN Secrétaire Général Président Trésorier
15H30	RESOLUTION GENERALE Motion pour le Congrès de Poitiers Mandat pour le représentant de l'UD 77 au Congrès	Secrétaire général de l'UD DDEN 77
15h55	CONCLUSION de la JOURNEE par le Président Départemental et de l'UD DDEN 77	
16h00	Fin des Travaux	

Avec les remerciements des DDEN à tous les Participants qui contribuent à l'objectivité et la qualité des relations partenaires.

## Assemblée Générale 2012 – La Rochette – 31 mars 2012

L'assemblée Générale 2012 s'est déroulée le 31 mars 2012 au lycée des métiers (du bâtiment), Benjamin Franklin, à La Rochette. Si l'actualité (électorale pour certains, politique ou associative pour d'autres) a empêché la présence d'un certain nombre d'invités ( cependant, **William MAROIS**, Recteur, **François MORIN**, Inspecteur d'Académie adjoint, et **Nicole BRICQ**, Sénatrice de Seine et Marne s'étaient excusés), les travaux et réflexions des 42 DDEN et du Secrétaire départemental de la FCPE présents, n'en ont pas moins été studieux et constructifs



Pierrette BRAGUE

Jean-Paul GRAS

Pierre WYLLEMAN

**Christian BOUDA**, proviseur du lycée, dit son plaisir de nous accueillir dans cet établissement, où sont enseignés tous les métiers du bâtiment à plusieurs centaines de jeunes (dont 90 filles) ; il signala l'existence d'un internat de 100 places. (Après le repas pris sur place, les DDEN purent visiter rapidement le lycée)

Après l'avoir remercié de son accueil, **Jean Paul GRAS**, à son tour, avait plaisir à ouvrir cette Assemblée Générale, mais en ayant une pensée particulière pour celles et ceux que la santé, ou le décès récent (**Jean Pierre LHOMME**, Vice-Président de l'UD, **Jean DROZ**, DDEN de Chelles/Vaires) empêchaient d'être des nôtres.

Chacun des candidats, soit au CA, soit à la Commission de Vérification des comptes, se présenta (ou fut présenté) en quelques phrases, puis les participants se répartirent entre 3 ateliers consacrés à :

La gestion des situations conflictuelles -- animateurs : **Gérard GAUDEFROY** et **Alain FUDAL** ; rapporteur : **Alain FUDAL**

L'enfant en difficulté et l'enfant en situation de handicap – animateurs : **Pierre GARAC** et **Samya ESTEVES** ; rapporteure : **Samya ESTEVES**

Les transports scolaires – animateur : **Loïc DANIEL**, Rapporteur :

Les comptes rendus synthétiques des ateliers qui terminèrent la matinée, seront annexés.

Selon l'usage bien établi, les travaux de l'après midi, furent consacrés aux aspects statutaires :

L'élection des candidats au Conseil d'Administration, à l'unanimité. Les 5 candidats, 2 nouveaux, **Daniel GIRARD** et **Hervé VILLACAMPA**, et 3 anciens, renouvelables, **Jacques LANGLET**, **Jean Paul GRAS** et **Jean Eric LOYEZ**, sont élus. De même, les 3 candidats à la Commission de Vérification des comptes, **Robert COHEN**, **Bertin LEIZEROVICI** et **Marie Antoinette PELUX** sont (ré)élus.

Le rapport financier (**Pierrette BRAGUE**) et celui des vérificateurs aux comptes, remis aux DDEN présents, et débattus, donnent lieu aux votes suivants :

Quitus de la Trésorière : Unanimité « pour » ;

Comptes 2011 : unanimité « pour », sauf 1 abstention ;

Budget prévisionnel 2012 : unanimité « pour » ;

Taux de la cotisation 2013 : **Jean Paul GRAS** ayant fait savoir que le CA national proposerait une augmentation de 1 € de la part nationale, le problème posé et débattu était de savoir si nous intégrions cette décision ou non, et si nous en profitions pour augmenter aussi la part de l'UD de € ; dans le 1<sup>er</sup> cas la cotisation serait portée à 26 €, dans le second, elle serait maintenue à 25 €, et dans le 3<sup>ème</sup>, elle serait portée à 27 € ; c'est la 1<sup>ère</sup> solution (26 €) qui devait être adoptée à une large majorité.

Le complément du rapport d'activité envoyé, ne pouvait faire l'impasse sur les sujets d'actualité. **P. WYLLEMAN** insista donc sur



Une partie des congressistes

Le « mal vivre », phénomène général qui, bien au-delà de l'affaire très récente des assassinats de Montauban et Toulouse par un fou xénophobe, se traduit chaque mois, y compris en Seine et Marne par des suicides d'enseignants et de collègues ; cette situation nous interpelle gravement.

Les suppressions en cours des RASED, véritable gâchis humaniste et économique, fait au nom d'un ultra libéralisme inacceptable ; de plus, les gouvernants, conscients du mécontentement croissant, tentent des manœuvres de camouflage (faux débat sur les devoirs à la maison) ou de fuite en avant stupide (mise en place en Alsace de semaine de remise à niveau pendant les vacances pour des élèves de CP et CE1).

Le mépris croissant à l'égard de tous (difficultés relationnelles des organisations de Parents d'élèves ou des organisations syndicales avec l'IA à l'occasion de CDEN, accroissement considérable des journées d'absences non remplacées... et ce, malgré même le recours à des embauches « spontanées » du côté de Polemple, ...) ; mais aussi le non respect de textes officiels (par exemple certains refus de scolarisation d'enfants étrangers que l'on préfère « installer » en camps de rétention)

Le rapport d'activité, ainsi complété, est adopté à l'unanimité.

Cependant que les DDEN sont invités à multiplier les contacts avec les IEN sur la préparation de la carte scolaire et à maintenir vigilance et mobilisation à l'égard de tout ce qui concerne les RASED et autres moyens de soutien scolaire ; ce thème est, au demeurant, repris dans la Résolution Générale.

Présentées par **P. WYLLEMAN** et **Alain FUDAL**, la Résolution Générale et la motion de soutien à RESF (Réseau Education sans Frontière) étaient adoptées à l'unanimité.

Au terme d'une journée bien remplie, au cours de laquelle chacun put encore une fois prendre conscience des problèmes complexes et des difficultés croissantes ressentis par tous les partenaires soucieux de l'avenir des enfants et des jeunes, chacun est reparti, regonflé à bloc, car le travail (bénévole) n'est pas près de nous faire défaut.

*motion adoptée:*

*« Les DDEN de Seine et Marne, réunis en Assemblée Générale annuelle le 31 mars rappellent leur soutien à Réseau Éducation Sans Frontière (R.E.S.F), contre l'enfermement des enfants étrangers en centre de rétention, et appellent tous les collègues qui le souhaitent à participer aux 'cercles de silence' organisés sur ce thème en Seine et Marne ; en particulier, le mercredi 4 avril, à Meaux à 18 heures, place Henri IV, et le jeudi 5 avril, à Chelles à 18 heures, place Guy Gasnier (gare) »*



## ATELIER 1 : GESTION DES SITUATIONS CONFLICTUELLES

L'atelier a réuni 18 personnes qui se sont toutes exprimées

Différents cas de violences ont été évoqués, ci-après une synthèse

### **Enfants / enfants : 7 exemples**

L'origine de la violence est soit familiale, soit liée à l'état de santé de l'enfant en particulier pour le 2<sup>ème</sup> ; l'école n'a pas les moyens suffisants pour les régler

### **Parents /enseignants : 7 exemples**

Il paraît que les cas augmentent avec un moindre respect de la fonction enseignante

Cela vient d'une optique consumériste des parents qui rejettent parfois sur l'enseignant la responsabilité de l'échec de l'enfant

L'un des éléments est peut être dans le fait que de nombreux parents élus « indépendant » n'ont pas les notions suffisantes sur l'institution scolaire. La question est même posée pour ceux appartenant à une association (intérêt de son enfant/ intérêt collectif)

### **Enfant/ enseignants : 3 exemples évoqués**

Là aussi problème d'éducation et rôle des médias en particulier TV

Face à ce changement de comportement la question est posée de la formation des professeurs des écoles pour affronter de nouveaux phénomènes

Il est souhaité que dans le règlement de l'école, le respect mutuel enfant/enseignant figure expressément.

### **Rôle du DDEN :**

Dans les différents cas soulevés l'intervention du DDEN a paru positive soit en orientant le demandeur soit en effectuant directement une médiation. Cette dernière est demandée par le(la) directeur(trice) voire par l'Inspecteur.

En revanche quelques cas ont été découverts par le DDEN en conseil d'école ou par la presse (peut être que l'institution scolaire a souhaité ne pas faire écho à ce type de problème).

Pour être appelé comme médiateur il est nécessaire que cette partie de notre activité soit connue ; pour cela les actions suivantes sont à faire :

Présentation du rôle du DDEN lors du premier conseil d'école.

Présentation du DDEN lors de réunion Inspecteur/ Directeurs d'école.

Présentation rôle du DDEN lors de réunion Inspection/ parents d'élèves élus ou candidats au conseil d'école (certains Inspecteurs le font ; le suggérer aux autres).

Ne pas oublier les contacts Mairie.

*Pour réaliser cette mission des DDEN voudraient qu'un document support soit fourni et demandent au conseil d'administration d'envisager une formation sur ce thème.*



## Atelier 2 : ENFANT EN DIFFICULTÉ, ENFANT EN SITUATION DE HANDICAP.

### ENFANT EN DIFFICULTÉ :

Le Maintien du Rased est primordial et ne peut être remplacé par l'aide individualisée.

Importance du Rased (Réseau d'Aide Spécialisé pour les Enfants en Difficulté),

Rappel que les enseignants du Rased ont une vraie formation, spécifique, essentielle pour accompagner les enfants en difficulté.

Le Rased est essentiel pour détecter les difficultés (dyslexique, dysphasique, dyspraxique ...) et les enfants en situation de handicap.

Le Rased n'est pas là pour pallier aux différents handicaps.

### ENFANT EN SITUATION DE HANDICAP :

Lors des conseils d'école :

de façon anonyme récupérer des informations chiffrées auprès des chefs d'établissements sur les enfants en situation de handicap afin de pouvoir intervenir auprès des institutions concernées - exemple classe moins chargée, plus d'AVS, accès aux classes,

retourner sur de vrais projets entre les parent/enfant/enseignant/MDPH/DDEN,

Créer un partenariat de confiance,

Le Rythme scolaire peut être générateur de handicap,

Proposer aux AVS de vrais contrats à durée indéterminée afin que les enfants en situation de handicap, ne soient pas obligés de changer d'assistant tous les 6 à 9 mois et de devoir recréer ainsi une relation de confiance.

Former les AVS,

Les DDEN puissent être présents à la demande des parents dont les enfants sont en situation de handicap, afin de les aider sur le dossier MDPH ou proposer un référent parent-élu.

Intervention des DDEN auprès des mairies lorsque les locaux ne permettent pas d'accueillir les enfants en situation de handicap.

Connaitre les procédures de la MDPH,

Proposer à la MDPH de simplifier les intitulés du dossier - exemple remplacer "Projet de vie" par "Quels sont les besoins de l'enfant et pour quelles raisons ?"

Proposer aux parents en difficulté de se rapprocher des CCAS (Caisse Centrale d'Activités Sociales) lorsqu'ils rencontrent des difficultés sur les dossiers MDPH.



En préambule:

« Chers collègues. J'ai tant espéré être parmi vous à l'AG, que j'attends le dernier moment pour vous annoncer mon impossibilité de me rendre à l'AG ». Tel était le message de notre collègue **Jean -Pierre LHOMME** à la veille de l'AG de Thorigny sur Marne, en mars 2011. Hélas ! Le message ne sera pas réitéré en 2012, car, avec de nombreux collègues de la Délégation de Provins, nous avons accompagné le 17 février sa famille, à l'occasion de l'incinération de Jean-Pierre, qui s'est battu jusqu'au dernier moment, contre la maladie certes, mais aussi pour la défense des enfants et pour l'école publique et laïque. Comme l'avaient fait avant lui, et également disparus depuis un an, nos collègues **Georges DUBOIS** et **Jean DROZ**, de la Délégation de Chelles. Année dure pour l'UD 77 !

**RAPPORT d'ACTIVITÉ** – (2011-2012) par PIERRE WYLLEMAN, Secrétaire général de l'UD

**DURE ANNÉE AUSSI POUR L'ÉDUCATION NATIONALE**, donc pour toutes celles et tous ceux qui œuvrent pour elle : Enseignants, Enfants et Parents, DDEN, Personnels spécialisés, etc..

Pour nous en tenir à la Seine et Marne, après 5 ans pendant lesquels les créations de postes n'ont pas suivi la hausse démographique, à la rentrée prochaine, l'Inspectrice d'Académie devra « rendre » 29 postes d'enseignants, alors qu'une augmentation de 979 élèves est quasi certaine. Quel que soit l'habillage utilisé (restitution de postes vacants, diminutions de postes de conseillers départementaux, réorganisations structurelles, évocation d'AVS, ...), la réalité vécue et visible est et sera celle-ci : nouvelles diminutions d'effectifs d'enseignants spécialisés (Maîtres E et G des RASED, Maîtres Auxiliaires de Zones d'Éducation Prioritaire), augmentation du nombre d'enseignants légitimement absents et non remplacés (65 en moyenne par journée scolaire en 2010/2011, et déjà supérieur à 80 en moyenne par journée scolaire en 2011/2012 ; les moyennes n'ont qu'un sens limité, mais les inégalités s'accroissent chaque jour davantage !), formation continue des enseignants de plus en plus réduite, sans compter aussi les suppressions des postes d'assistants, en langues en particulier,...

**Les conséquences sont évidentes :**

- « Casse effective du service public » (malgré certain moratoire annoncé en juin 2011) accusé de tous les maux (un exemple : une enseignante de maternelle trouve les enfants arrogants et voudrait imposer le vouvoiement dès la maternelle) et privé de tous les moyens (sauf à faire payer une deuxième fois par les impôts locaux, un service qui devrait être pris en charge par les impôts d'État) ;
- Gâchis monstre que constitue la suppression de postes d'enseignants spécialisés dont la formation complémentaire avait constitué un investissement que chacun pensait « durable » ;
- Multiplication des ouvertures conditionnelles et des fermetures révisables,...
- Nombre croissant d'absences d'enseignants non remplacées ; avec, en conséquence, un nombre croissant d'enfants touchés directement ou indirectement ;
- Nombre croissant d'enfants en grande difficulté, faute d'enseignants spécialisés.

**Face à cette situation CATASTROPHIQUE seine et marnaise,**

**> un constat : Une mobilisation qui n'est pas à la hauteur !**

**> une évidence : la Charte Qualité Éducative est plus que jamais nécessaire !**

A ces difficultés, s'ajoutent d'autres tentatives graves :

- le projet de remise en cause fondamentale du système d'évaluation des enseignants ;
- le projet, récurrent, de l'évaluation du comportement des élèves dès 5 ans, projet qui conforte la démarche du président de la République de fichier les enfants dès leur plus jeune âge comme « futurs délinquants » ;
- l'attitude de certains élus locaux (heureusement peu nombreux) qui refusent de scolariser certains enfants (Centre d'Accueil des Demandeurs d'Asile de Hautefeuille) ; même si ce n'est qu'un détail, le mépris des responsables rectoraux pour les travaux d'éminents spécia-

listes (exemple : en juillet 2011 , l'Observatoire mis en place sur les rythmes de l'enfant, rend un rapport d'étape en préconisant un allongement à 2 semaines des vacances d'automne, et à la mi-octobre 2011, le recteur décide de les écourter d'une journée pour assurer le « Pont de l'Ascension ! )

**LES DDEN DE SEINE ET MARNE**, malgré leur nombre insuffisant, se sont efforcés d'être sur tous les fronts et d'agir, conformément aux préconisations de la résolution Générale de l'AG de Thorigny sur Marne. En témoignent :

- La formation des DDEN, prise en charge par 3 d'entre nous : Alain FUDAL, Robert COHEN et Pierre GARAC, qui a permis à une vingtaine de nouveaux collègues, en trois sessions décentralisées (Pontault-Combault, Moussy le Vieux et Samoreau) de mieux appréhender nos domaines et possibilités d'interventions.
- La participation à des activités institutionnelles assumée malgré les aléas: Congrès fédéral d'Angers (Loïc DANIEL, Gérard GAUDEFRY, et, en tant qu'administrateur fédéral Jean Paul GRAS), Comité Régional d'Île de France, nos réunions trimestrielles de Présidents de Délégations et celles du CA de l'UD ;
- Présences aux Conseils Départementaux de l'Éducation Nationale (CDEN) des 1<sup>er</sup> et 2<sup>nd</sup> degré ;
- Participation au jury du concours des écoles fleuries ; participation des Délégations de Chelles et Dammartin en Goële au concours cantonal de poésie de Claye Souilly ;
- Participations à des réunions organisées par certains Inspecteurs de l'Éducation Nationale, de présentation du fonctionnement des conseils d'école et des rôles de chaque membre en direction des Parents, ou du rôle des DDEN à des réunions de formation de Directeurs et Directrices en circonscription ;
- Participations ponctuelles aussi à diverses initiatives : « Assises pour la Réussite Scolaire » (Conseil Général, automne 2011), Salon de l'Intelligence de la main (Chelles, novembre 2011), Transports scolaires (ADATEEP, Lésigny), soirée « l'Enfant en difficulté et l'école » (FCPE, Savigny le Temple) ;
- Refonte du site [www.ferijule.org](http://www.ferijule.org) ;
- Accompagnements et hommages à nos collègues disparus;

Le fonctionnement courant des Délégations: contributions de Brie Comte Robert, Dammartin en Goële, et *les réponses, espérées nombreuses* aux questionnaires envoyés, sur la **gratuité scolaire** (Montereau), sur le **communautarisme dans la restauration scolaire**, et sur la **préparation de la carte scolaire** (d'autant plus nécessaires que des consignes de « réserve » ont été données aux IEN.

Et bien sûr, les participations de chacune et chacun aux activités des écoles : visites, conseils d'écoles, kermesses,... ; mais aussi le souci permanent de trouver de nouveaux collègues !



**CONCLUSION PROVISOIRE** - La période de notre AG est aussi une période électorale.

Citoyen-ne-s à part entière, nous ferons notre devoir, à la lumière de nos objectifs : maintenir la Laïcité comme le fondement du service public d'Éducation Nationale, obtenir les moyens, humains et financiers, d'e son fonctionnement correct au service au service de l'Éducation et des conditions de vie des Enfants et des Jeunes.

**Nous ne serons pas dupes des engagements non tenus, et nous serons vigilants sur la tenue des engagements qui seront pris**, tout en étant conscients que nul ne détient la baguette magique pour des satisfactions complètes immédiates.

**Pierre WYLLEMAN** - Secrétaire  
Savigny le Temple, le 19 février 2012

UNION DES DÉLÉGUÉS DÉPARTEMENTAUX DE SEINE ET MARNE

**Assemblée Générale Ordinaire – La ROCHETTE Samedi 31 mars 2012**

**RAPPORT DE TRESORERIE 2011**

*Préambule : La trésorerie de l'Union départementale des DDEN77 suit le modèle comptable donné par la fédération ; le plan comptable installé sous ms-excel a été utilisé en continuité de la gestion.*

*Afin de ne pas présenter des montants lourds, le principe de la diminution de dépenses, comme celle des recettes est appliqué, notamment pour les cotisations dont une part fixe est reversée à la Fédération sur la base des décisions de Congrès de l'année de référence, soit avec une régularisation à l'AG n+1. A cet effet, il est rappelé ce qui a été dit à l'AG 2011 que le non ajustement de la cotisation départementale depuis deux années crée un déficit de recettes supporté par la trésorerie de l'Union.*

**RAPPORT FINANCIER 2011 / 2010**

Libellés	2010	2011	variation %
Compte Chèques Postaux :	4 345,28 €	5371,49	123,62%
Compte Tonic Plus association C Mutuel	2 296,69 €	2344,9	102,10%
Livret Crédit Mutuel	2 657,82 €	2713,19	102,08%
<b>Total actif au</b>	<b>31/12/2010</b>	<b>31/12/2011</b>	
	9299,7	10429,58	102,08%

Pour un ajustement—rattrapage de l'adhésion l'Ag précise qu'il ne faut pas laisser se creuser un décalage trop important au fil des années. Se reporter sur le déroulement du Congrès!  
 Prendre sur les réserves est un choix, mais qui obère le fonctionnement pérenne de l'association, donc de la mission des délégués. Doit-on saisir l'Etat-MEN? Ceci a été déjà tenté par le président! La raison et la **décision de l'AG pour appel en 2013**

Projection suivant une décision en juin à Poitiers.

	2012	2013_1	2013_2	2013_3
adhésion	7	8	8	8
revue	7	8	8	8
part ud77	10	10	9	11
cotisation	24	26	25	27
déduction fisc -66%	15,84	17,16	16,50	17,82
montant net cotisation	8,16	8,84	8,50	9,18
variation	0	1,08%	0	1,12%

L'inflation constatée est de plus de 2%

UNION DEPARTEMENTALE DES DDEN DE SEINE ET MARNE					ASSEMBLEE GENERALE 2012 - LA ROCHETTE				
Budget Prévisionnel 2012 - en euro									
Recettes					Dépenses				
Chapitre	Ligne	Libellé	#NOM?	Réalisé au 15 mars 2012	Chapitre	Ligne	Libellé	Montant Dépenses	Réalisé au 15 mars 2012
7.	7561	Cotisations	3000	1440	6.	606	Achat matériel	200	
	744	Subvention Cgal	1200	0		6064	Petit matériel bureau	350	73
	746	Autres-Dons	150			6160	Assurances	250	182,76
	758	Recettes diverses	10	35		62561	Déplacements	0	
	70667	Remboursement frais congrès	100			62571	Congrès national	160	
	70668	Encaissements participation AG77 2012	1000			62572	Assemblée générale 77 2012	1400	156,8
	76	Produits financiers	100			6258	Projets éduc, Ecoles fleuries	550	
						6261	Poste-affranchissement	210	
		affectation des résultats				6262	Tél - Internet	480	93,12
7.		promotion de la foncti	500			6275	Frais financiers	80	
	7.	organisation 100ème	1500			6281	Formation	200	87
						6282	reversement fédération Cotisations-revue	1680	700
	7	RELAIS CHARTE	500			6	promotion de la fonction	500	
						6	organisation 100ème	1500	
						6;	relais charte	500	
			8060	1475				8060	1292,68

## UNION DES DELEGUES DEPARTEMENTAUX DE SEINE ET MARNE - 77 -

### COMPTE DE RESULTAT EXERCICE 2011

<b>RECETTES / PRODUITS - Euro</b>		<u>30/12/2009</u>	<u>31/12/10</u>	<u>31-déc-11</u>
<u>COMPTES</u>	<u>LIBELLES</u>			
7561	COTISATION ADHERENTS			
	Année antérieure			
	Année en cours		1 597,70	1787,3
	Rétrocession cotisations fédérales ( négatif )	1111,90	-1 084,00	
7562	ABONNEMENTS JOURNAL " LE Délégué "			
	Année antérieure		648,60	668,2
	Année en cours			
	Rétrocession Abonnement journal ( négatif )	- 361,80	-816,00	
744	SUBVENTIONS & DONS RECUS	2000,00	1 200,00	1200
746	Dons		150,00	150
758	RECETTES DIVERSES ( formation , internet )	146,45	541,00	0
70667	Remboursements frais congrès		0,00	0
70668	Encaissements participants AG		1 224,00	1060
76	PRODUITS FINANCIERS	106,17	69,36	103,05
<b>TOTAL RECETTES - Euros</b>		<b><u>3002,72</u></b>	<b><u>3 530,66</u></b>	<b>4968,55</b>

### DEPENSES/CHARGES - Euro

	<u>LIBELLES</u>			
606	ACHAT MATERIEL de COMMUNICATION	0	823,10	545,63
6064	MATERIEL FONCTIONNEMENT ( fournitures bureau )	129,00	0,00	118,44
62561	FRAIS de DEPLACEMENT	-	0,00	0
616	ASSURANCE UD/MAIF		153,71	432,72
62562	FRAIS de REUNION - Formation	288,70	482,05	230,57
62571	FRAIS DE CONGRES NATIONAUX :		0,00	0
	Rembt frais de congrès ( négatif ) :	323,60	0,00	
62572	FRAIS d' Assemblée générale 77		1 542,80	1038,6
	Rembt frais d' A G ( négatif ) :	- 527,46		
6258	ECOLES FLEURIES / AUTRES MANIFESTATIONS	0	0,00	25,5
626	Poste - affranchissements		209,88	74,31
6275	FRAIS BANCAIRES / FINANCIERS	20,12	20,48	21,08
6281	DEPENSES / CHARGES DIVERSES	807,42		
	formation : 645 € - Affranchissement : 162,42 €			
6282	COTISATIONS/ABONNEMENTS DIVERS			
	Inter:+ Tel : 399.28 - Ass :175.30 - Millenium : 360.00	934,58	360,00	360
<b>TOTAL DEPENSES - Euros</b>		<b><u>1975,96</u></b>	<b><u>3 592,02</u></b>	<b>2846,85</b>
<b>RESULTAT DE L'EXERCICE 2009</b>		<b>(   + 1026,76</b>	<b>-61,36</b>	

### RESULTAT DE L'EXERCICE 2010

-61,36

### RESULTAT DE L'EXERCICE 2011

affectation des résultats	2121,7
recrutement	500
charte	500
provision 100ème congrès	1000
<b>excédent disponible de &gt;&gt;&gt;&gt;&gt;&gt;</b>	<b>121,7</b>

Comptes adoptés (labst) suite au rapport des vérificateurs aux comptes et quitus donné à la Trésorière

Mesdames, messieurs,  
chers Collègues et Amis de l'École publique,

Je suis à nouveau devant un écran scintillant  
mais sans surbrillance !

Mon brouillon entamé dans une salle de consul-  
tation commence ainsi : « L'ÉCOLE EST MALA-  
DE ».

Il n'y a pas de transfert de quelque ordre que ce  
soit ; pas de vertige, d'absence, pas de choc émo-  
tionnel.

Et pourtant, pourtant elle n'est plus l'école que  
j'aime; elle a été ligotée, défigurée, délabrée, et  
ça me saperait le moral si je n'avais cette flam-  
me au cœur de mon militantisme !

Etre DDEN devient un challenge de plus en  
plus vivant et nécessaire. Dois-je rappeler tout  
ce qui est en butte à amoindrir l'effet de l'école  
publique au service de l'intérêt général, du dé-  
veloppement harmonieux des générations de  
jeunes. L'objectif de la massification de l'in-  
struction fait place à des cohortes de statistiques  
inhumaines qui nivellent par le bas l'autosatis-  
faction. Et pendant ce temps, l'obscurantisme  
gagnerait du terrain. L'École forge des citoyens  
éclairés et les hauts responsables font fi de l'es-  
prit laïque constitutionnel ; le premier d'entre  
eux donne l'exemple de la confusion entre la  
sphère « Public » et le Privé.

Aussi, la présente assemblée générale remet-elle  
le couvert pour un partenariat efficient. Les  
enfants attendent ou du moins nous leur devons  
intérêt et exigence pour une école, des accueils  
périscopulaires de qualité faisant converger leurs  
projets de fonctionnement qui s'appuient sur  
des critères, des indicateurs (comme l'ont dit  
dans le jargon technocratique), des volontés in-  
tangibles.

Je propose donc une réflexion et surtout l'inten-  
tion de notre assemblée générale pour aller plus  
vite et plus avant dans la concrétisation de la  
démarche engagée et qui trouva une planche

d'appel en 2010, il y a juste eux ans.

Je ne referai pas l'analyse initiale, le train  
est sur les rails et nous sommes les conduc-  
teurs, pas de simples passagers en visite !

L'art d'enseigner, d'éduquer est la répétition : je m'y complais et au fil des ans et  
pour tout le temps qu'il faudra pour  
convaincre, argumenter, bousculer, ac-  
compagner, combattre, je reformulerai,  
inlassablement !

POUR la REUSSITE de tous les élèves et  
sans doute faut-il bien dire : « de tous les  
Enfants ?

Je me suis replongé dans les comptes-  
rendus de nombreuses réunions, dont celui  
du Débat national sur l'avenir de l'École  
devient un moment d'évaluation intéres-  
sant. Nous avons été pressentis par l'IA com-  
me animateurs-médiateurs dans de nombreu-  
ses réunions et donc bien été acteurs de la dé-  
marche éducative. Je ne manque pas de rappeler  
en terme d'objectifs l'orientation de la Loi  
de 2005 ; c'est une assise pour nous appuyer  
sur les aspects légaux et de manques en la ma-  
tière. Un constat de la réalité de la situation  
devrait être fait qui serait un véritable bilan  
entre les besoins et les réponses qualitatives.

L'École participe à l'éducation de la Jeunesse  
en formant au « vivre ensemble » et en prépa-  
rant à l'exercice de la citoyenneté.

L'École doit s'assurer de la maîtrise d'un socle  
commun des indispensables et ainsi adapter sa  
pratique pédagogique. Une nécessaire et impé-  
rieuse évaluation des résultats doit apporter  
les correctifs.

L'École doit s'efforcer d'être juste et donc de  
diversifier les moyens alloués en relation aux  
dispositions prévues par le texte de 1989.

Mais préciser à nouveau les missions de l'école  
sans agréger les moyens de les accomplir est  
un marché de dupes. Combien de dizaines de

R  
A  
P  
P  
O  
R  
T  
M  
O  
R  
A  
L  
,  
P  
D  
T

milliers de collégiens sortent en fin de troisième sans orientation favorable ? Quelles mesures sont effectives comme celle de la motivation et des encouragements au désir d'apprendre.

L'Etat est donc pleinement responsable de la déshérence de la jeunesse et la crise a bien des origines, des conséquences liés aux choix politiques, économiques et sociaux ! Gérer hors l'intérêt durable que représentent les enfants et les jeunes est un désastre encouragé !

Bien plus, les dérives constatées dans l'évaluation des résultats, sont accentuées par les pratiques au plus haut niveau du communautarisme, du parti pris institutionnel et idéologique de la préférence religieuse catholique.

Les effets de la Loi Debré de 1959 en sont renforcés au détriment de l'Ecole de la République et laïque. Réclamer ou du moins faire en sorte par attaques, attitudes provocatrices, volonté délibérée de relancer la guerre scolaire larvée en profitant d'une fonction constitutionnelle garante de l'esprit républicain devrait être condamnée. « M. le Président vous avez un devoir à respecter et vous ne sauriez jouer les napoléons du concordat et dirigeants à la solde de l'entreprise discriminante catholique ! Ne vous a-t-on pas entendu répondre à des journalistes que l'on avait mal compris ce que vous aviez voulu dire en désavouant la mission éducatrice laïque de l'instituteur ; mais vous l'avez dit, laissé écrire, relayer, commenter pendant des années et à Latrian. L'Histoire se rappellera » !

Déshabiller l'école publique et obtenir des résultats comparatifs défavorables, tout en faisant accroire un meilleur traitement au privé et bien entendu à sa composante confessionnelle (95% des écoles privées sous contrat d'association), la duperie est un peu grosse ! Le gouvernement fait tout et les ministres Darcos, Chatel sont un écho fidèle pour mettre dans les esprits le principe de dualité scolaire et ainsi une parfaite parité. Mensonge évidemment pour saper l'édifice par tous les moyens. Nous devons nous remémorer l'attaque frontale contre notre organisation,

garde-fou des valeurs civiques et morales bicentennaires et la loi de juin 2008 restreignant la représentativité des DDEN localement. La perspective de création d'établissement publique d'enseignement primaire (EPEP), celle des accueils pré scolaires (jardins d'éveil) tendent à diminuer les accueils du service public et en même temps donnent des possibilités au privé de recruter et fidéliser une clientèle enfantine qui fera équilibrer leurs budgets. Et l'Etat prend de plus en plus à la charge collective des dépenses purement privées.

Diminuer la couverture de santé et le domaine de la prévention va dans le même sens et pour favoriser le secteur marchand.

Mais ne soyons pas naïfs, rappelons-nous les accords Lang-Cloupet qui ne le cèdent pas à ceux de Vatican-Kouchner et encore faut-il actualiser notre opposition à l'article 89 de la loi Carle sur le financement des élèves hors commune de résidence.

Combien de violences sont instrumentalisées et pèsent lourdement sur toute la société, la République et l'avenir des plus jeunes ! Combien est ignoble la course effrénée pour stigmatiser les petits dès le plus jeune âge pour les marquer du sceau de la prédélinquance ! Dans quelle sphère barbare et obscure veut-on nous conduire ?

Les DDEN doivent dès lors s'appuyer sur la Charte Qualité Educative et renforcer leur cohésion, parfaire leur information et militer pour revenir à l'Esprit des Lumières au intérêt de tous et de la nation. Devrions-nous devoir emboîter le pas des extrêmes racolant les bas fonds sur le lit de la Laïcité ?

Ce serait nous faire offense et renoncer à notre idéal, ce serait nous renier et dans le même temps abandonner les valeurs de justice, de paix, de fraternité et de cohésion sociale !

**Comptons sur nous et militons pour un partenariat laïque sans complaisance !**

LE PRÉSIDENT DU DÉPARTEMENT ET DE L'UNION

LA FRANCE EN POÉSIE,  
REMISE DES PRIX LE 11 MAI MAIRIE LE PIN

SALUT GEORGES, J'AI PARTICIPÉ

ET MEME OBTENU UN PRIX: VIVE LES DDEN!

1er mai 12

Les Amis, qu'un brin de muguet  
peut troubler par sa fragrance Mai.  
Tradition française d'un monde ouvrier  
que je rapproche du retour printanier!

Je vais en ce matin humide,  
quand le poulet est au four,  
que Brel emplit mon vide  
envoyer ce gage fraternel alentour !

Militant mis en bière en Sologne,  
soldat captif évité de leurs fours,  
il me fut un guide spirituel, belle trogne,  
guide laïque, humaniste toujours.

Nul psy ne peut m'analyser;  
mon moi est enfantin, grave, ironique,  
désuet, badin, aimant, comique,  
vif, braise, sensuellement amusé..

....

Sans prétention, hors la pension,  
Jovial toujours et en tension,  
Chaque mot est un soleil éclatant,  
Calembour, verbe, loup, pôle aimant.

....

Vers de toutes couleurs pour vous,  
ciels de la terre ronde, sans le sou,  
au jour  
le jour,  
la vie n'est que champ d'espérance  
vite à tenir, l'âge avance!

Jipé,

RENOUVELLEMENT 2013..

SE FAIRE CONNAÎTRE DANS LE  
DÉPARTEMENT PAR UNE AC-  
TION CONCERTÉE..

Un thème à illustrer:

Relais par les Délégations et le  
site FERIJULE.org

On peut s'appuyer sur l'IA, les  
IEN, l'IUFM... les Partenaires  
pour officialiser et récompenser.

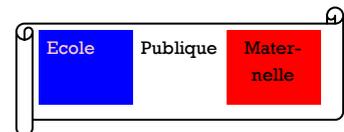
Cette œuvre collective serait  
affichée lors du 100ème congrès  
à la tribune et/ou l'espace UD77..

Et

Pour la campagne des plaques au  
fronton des écoles publiques  
imageant la devise républicaine..

Suggestions et déroulement à  
lancer dès maintenant avec avis  
du CA et des présidents de délégations relayeurs..

Proposition du Président de la  
délégation de Dammartin en  
Goële



NOUS ATTRIBUONS 3 PRIX

pour 3 écoles dont la production est méritante  
(les deux délégations de Dammartin et Chelles).  
Question posée de l'avenir avec la gesticulation  
décentralisatrice! À suivre....



**Règle statutaire:** Rappel > les collègues sortants sont renouvelables ; tous les candidats à jour de leur cotisation 2011 doivent déposer leur candidature avec la précision du mandat de leur délégation (date réunion et visa).

Le CA peut atteindre 18 administrateurs au sein duquel sera élu le Bureau et présenté les candidatures pour les postes de président et vice-président départementaux. (en cas d'égalité: règle de l'âge retenu).

DATE BUTOIR de réception des candidatures: LUNDI 19 mars 2012 midi.

Pour être électeur les Délégués doivent être à jour de leur cotisation 2011 au jour de l'inscription à l'AG; les auditeurs libres se proposent directement au cours de l'AG et seront validés par leur délégation.

Nbre Administrateurs élus pour 3 ans	Prénom	Nom	Elu à l'AG de	Renouvelables en	à renouveler à l'AG 2013	Délégation de rattachement	résultat à l'AG
1	Brigitte	BOUCHER	2010	2013	BOUCHER	Dammartin en Goële	
2	Pierrette	BRAGUE	2011	2014		La Ferté s/Jouarre	
3	Loïc	DANIEL	2011	2014		Brie Cte Robert	
4	Alain	FUDAL	2011	2014		Chelles	
5	Pierre	GARAC	2010	2013	GARAC	Brie Cte Robert	
6	Gérard	GAUDEFROY	2011	2014		Lagny s/Marne	
7	Jean-Paul	GRAS	2012	2015		Dammartin en Goële	réélu
8	Daniel	GIRARD	2012	2015		Fontainebleau	élu
9	Jacques	LANGLET	2012	2015		Meaux	réélu
10	Jean-Eric	LOYEZ	2012	2015		Chelles	réélu
11	Michèle	RAGAIN	2011	2014		Lagny s/Marne	
12	André	VERNIN	2011	2014		Pontault-Combault	
13	Hervé	VILLACAMPA	2012	2015		Dammartin en Goële	élu
14	Pierre	WYLLEMAN	2011	2014		Melun	
	Denise	JUDE	Vice présidente d'honneur			Provins	
14 à 18							
Remarque:	Etat du CA à l'issue de l'AG 2012,						

Auditeur/trice							
Vérificateurs aux comptes pour 1 an							
1	Marinette	PELUX				Melun	
2	Robert	COHEN				Fontainebleau	
3	Bertin	LEIZEROVICI				Pontault-Combault	

Le Bureau sera décidé le 04 mai à Dammartin et désignation des président et vice-président départemental.

id	Postes	Prénom	Nom	Fonction officielle
1	Pdt UD DDEN77	Jean-Paul	GRAS	Président départemental
2	V-Pdt1	Michèle	RAGAIN	xx
3	V-Pdt2	Jean-Eric	LOYEZ	Vice Président
4	SECR, Gal	Pierre	WYLLEMAN	qui représenteront les DDEN auprès des institutionnels,
5	SECR. Gal adjt1	Brigitte	BOUCHER	
6	SECR. Gal adjt2	Loïc	DANIEL	
7	SECR. Gal adjt3	Hervé	VILLACAMPA	
8	TRESORIERE	Pierrette	BRAGUE	
9	Tresorier Adjt	Gérard	GAUDEFROY	

Nota: Le Pdt Dptal et V-Pdt sont issus du CA de l'UD et les mêmes (Cf statuts)

**Une Assemblée Générale « Pour la réussite globale des enfants »**

Au cours des ateliers de réflexion qu'ils ont menés au cours de leur Assemblée Générale annuelle, sur les thèmes :

- De la gestion des situations conflictuelles ;
- De l'accompagnement des élèves en situation de difficulté et de handicap ;
- Des transports et déplacements,

les Délégués Départementaux de l'Éducation Nationale (DDEN) de Seine et Marne ont constaté de manière pragmatique, à travers de multiples exemples locaux, les carences graves, génératrices d'inégalités croissantes, du Service Public d'Éducation Nationale, et les écarts grandissants entre les décisions annoncées en haut lieu et les réalités vécues sur le terrain.

Qu'il s'agisse des violences de tous ordres vécues entre les différents partenaires, des insuffisances concrètes de prise en charge des enfants en difficulté ou en situation de handicaps, ou des problèmes de transports scolaires, les constats sont alarmants, et les causes, multiples, très souvent liées au refus ou à la réduction des moyens nécessaires :

- Réductions systématiques des moyens humains (Enseignants, Personnels autres de l'Éducation Nationale, ou d'accompagnement)
- Suppression, pour des raisons strictement de choix financiers, de diverses formes d'aides spécialisées, à commencer par les RASED (Réseaux d'Aides Spécialisées aux Enfants en Difficulté)
- Diminution, voire absence, des formations indispensables à tous les intervenants auprès d'enfants en difficulté ou en situation de handicap
- Non respect du droit inaliénable de tous les enfants présents sur un territoire à y être scolarisés
- Difficultés sociales et précarité accrues des familles, ce qui les rend plus soucieuses d'assurer des conditions minimales de survie que de transmettre des valeurs républicaines

À ces constats s'ajoute aussi l'incapacité à faire déboucher les observations sur les conditions de vie et les rythmes des enfants, sur des mesures raisonnables et cohérentes prônées par des personnalités qualifiées missionnées par le Ministre.

Face à cette situation, les DDEN de Seine et Marne constatent qu'au-delà de leur mission de veiller à la sécurité des enfants dans et autour de l'école, leur échoit un rôle de « médiation ». De par leur but premier de défendre les intérêts de tous les enfants, les DDEN :

- Peuvent permettre l'instauration ou le rétablissement d'un véritable dialogue entre les différents partenaires de l'éducation : Parents, Enseignants, Élus locaux, autorités de tutelle...
- Peuvent faciliter, quand ils en sont alertés à temps, la résolution de tensions qui risquent de déboucher sur des violences préjudiciables à la mission éducatrice.
- Peuvent inciter les autorités concernées à mettre en place les moyens, de leur compétence, indispensables au rétablissement d'un Service Public d'Éducation Nationale de qualité.

Pour ce faire, il convient que les DDEN soient nombreux, connus, reconnus, attentifs et formés :

- Nombreux** : le Conseil d'Administration aura les moyens permettant d'amplifier l'effort entamé en matière de recrutement.
- Connus** : au sein de leurs Délégations, **les DDEN utiliseront tous moyens pour faire connaître leur existence et leur rôle.**
- Reconnus** : Ils développeront, tant auprès des partenaires déjà engagés qu'auprès de toute la population, **la promotion de la « Charte Qualité Éducative ».**
- Attentifs** : présents sur le territoire, **ils seront vigilants,** à l'écoute permanente des problèmes touchant les domaines scolaire et périscolaire.
- Formés** : le Conseil d'Administration, prolongeant le plan de formation entamé, **mettra en place les formations et les outils nécessaires au rôle de médiation.**

Enfin, les DDEN de Seine et Marne ne peuvent ignorer la responsabilité des pouvoirs publics dans la diminution et les suppressions des moyens humains et matériels survenues et poursuivies actuellement, et qui amplifient les inégalités scolaires, sociales, familiales, économiques et culturelles. Citoyens à part entière, ils seront à l'écoute attentive des engagements que prendront les candidats aux échéances électorales prochaines en direction des domaines scolaire et périscolaire.

**(Résolution Générale adoptée à l'unanimité)**

Par ailleurs, la motion suivante a été adoptée à l'unanimité :

« Les DDEN de Seine et Marne, réunis en Assemblée Générale annuelle le 31 mars rappellent **leur soutien à Réseau Éducation Sans Frontière (R.E.S.F), contre l'enfermement des enfants étrangers en centre de rétention**, et appellent tous les collègues qui le souhaitent à participer aux '**cercles de silence**' organisés sur ce thème en Seine et Marne ; en particulier, le mercredi 4 avril, à Meaux à 18 heures, place Henri IV, et le jeudi 5 avril, à Chelles à 18 heures, place Guy Gasnier (gare) »

# La Férijule

## LE DÉLÉGUÉ DÉPARTEMENTAL DE L'ÉDUCATION NATIONALE

*Un ami de l'école publique  
nommé officiellement  
pour veiller  
aux bonnes conditions  
de la vie scolaire*

[www.ferijule.org](http://www.ferijule.org)

*Inspection académique de Seine et Marne*

DDEN 77

Salle „La Férijule“  
Centre Louis Lumière – 1<sup>er</sup> étage  
41 rue du Gal de Gaulle  
77230 Dammartin en Goële

Tel / Fax: 0160032544 + local 0160031322  
Courriel : [j-paul.gras@laposte.net](mailto:j-paul.gras@laposte.net)